

ASSEMBLÉE NATIONALE  
18 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Adopté

AMENDEMENT N ° II-CE98

présenté par  
M. Brugerolles, M. Peu, Mme Bourouaha, M. Bénard, M. Castor, Mme Faucillon, Mme K/Bidi,  
Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Monnet, M. Nadeau, Mme Reid Arbelot,  
M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou  
-----

ARTICLE 49

ETAT B

Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	0	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	300 000 000	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	300 000 000
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
TOTAUX	300 000 000	300 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

La mauvaise gestion et le manque d’anticipation des crises sanitaires par l’État doivent être dénoncés : absent sur la FCO qui sévit dans l’Ouest, autoritaire et inhumain sur la DNC, mesures de biosécurité inapplicables dans les élevages plein air, une absence de préparation dans les épisodes de grippe aviaire les années passées...

Les dispositifs d'indemnisation publique sont systématiques en cas d'abattage prescrit par l'administration, mais sont rares pour compenser les mortalités dues à des épizooties majeures (ex : fièvre catarrhale ovine en 2024) et surtout pour compenser les pertes de production dites « indirectes » (baisse de fertilité due à la maladie, chute de lactation, perte de chiffre d'affaires liée à des restrictions imposées par arrêté préfectoral...)

Nous demandons l'ouverture d'un guichet d'indemnisation des pertes directes et indirectes liées aux maladies animales réglementées telles que définies à l'article L221-1 du code rural, avec une égalité de traitement entre les élevages touchés par les différentes maladies concernées (fièvre catarrhale ovine, tuberculose bovine, DNC, grippe aviaire...). L'enveloppe budgétaire doit couvrir l'ensemble des frais et pertes non couvertes par ailleurs par le dispositif d'indemnisation des élevages sous arrêté préfectoral de déclaration d'infection prévue par l'arrêté du 30 mars 2001 fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration, à savoir : Pertes directes (mortalités quels que soient l'âge, l'espèce et la maladie), basée sur les barèmes prédation qui ont été récemment fixés et tiennent compte de la réalité économique et de la diversité des élevages ; Pertes indirectes (baisse de lactation/productivité, avortements, baisse de fertilité, coût d'éventuels prêts de trésorerie, pertes de marge brute dues aux restrictions à la montée en estive...); Pertes « aval » (ateliers de transformation à la ferme) ; Frais vétérinaires (soin aux animaux, tests de fertilité...).

En raison des contraintes de recevabilité financière au titre de l'article 40 de la Constitution de la Vème République, le présent amendement procède au mouvement de crédits suivant :

– Il abonde de 300 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement l'action 06 « Mise en œuvre de la politique de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation » du programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

– et minore de 300 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement les de l'action 03 « Moyens des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, des directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et directions départementales des territoires (et de la mer) » du programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ».

Les auteurs de l'amendement ne souhaitent pas pour autant réduire les crédits du programme « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » et demandent au Gouvernement de lever le gage.